



Exclus: Pourquoi autant de personnes LGBTQ+ n'arrivent pas à exercer leur droit à un logement au Royaume Uni

**world
habitat**
report



Introduction

Avec ce rapport, nous voulons mettre en évidence les problèmes d'accès au logement auxquels font face les personnes LGBTQ+. Cette problématique, bien qu'étant la cause d'une précarité accrue, ne reçoit que très peu d'attention, ni de la part des acteurs du secteur du logement, ni d'autres¹. Il est cependant évident que ceci devrait faire l'objet d'une attention particulière, étant donné que les personnes LGBTQ+ sont affectées de manière disproportionnée par des problèmes de logement.



Ce rapport rassemble des données qui considèrent la problématique du logement pour les personnes LGBTQ+ sous différents angles. Nous avons inclus des recommandations qui s'appuient sur les thématiques communes entre les conclusions des différentes recherches. Nous proposons de:

- continuer à travailler pour obtenir des données de meilleure qualité et un meilleur dialogue qui permettrait une compréhension plus approfondie des besoins des personnes LGBTQ+;
- offrir des formations et mener des campagnes de sensibilisation pour mieux répondre aux problèmes de logement des personnes LGBTQ+;
- mener des recherches ciblées et encourager un partage des connaissances pour permettre l'adoption et le transfert de bonnes pratiques de soutien au logement pour les personnes LGBTQ+;
- dédier du temps et des ressources aux associations et aux groupes d'action communautaire, vu que souvent ceci développent des solutions créatives et efficaces;
- proposer de nouvelles politiques pour amorcer un changement positif pour les personnes LGBTQ+ (au niveau de leur logement ainsi que d'autres aspects);
- faire vraiment attention à la diversité – tout groupe inclut des sous-groupes, la population LGBTQ+ ne fait pas exception à ce principe. Un engagement et un dialogue sont essentiels;
- collaborer. Différents services devraient travailler de concert pour faciliter la prise en charge des difficultés complexes rencontrées par différentes personnes.

¹ Stonewall (une organisation caritative au Royaume Uni travaillant sur les droits LGBTQ+) a publié « LGBT in Britain; Hate Crime and Discrimination » en 2017. Ce rapport présente les nombreux abus dont sont encore victimes les personnes LGBTQ+ https://www.stonewall.org.uk/sites/default/files/lgbt_in_britain_hate_crime.pdf

² Données fournies par Stonewall dans « Gay Britain: what do the statistics say? » The Guardian, 3 octobre 2013, <https://www.theguardian.com/politics/reality-check/2013/oct/03/gay-britain-what-do-statistics-say>

Une minorité invisible: les groupes LGBTQ+ et le logement

En 2017, le Royaume Uni a célébré le cinquantième anniversaire de la décriminalisation de l'homosexualité. Cet anniversaire a été l'occasion de nombreux reportages et opportunités de réflexion sur les changements qui ont eu lieu dans le pays au cours de ces dernières décennies. De fait, par rapport à d'autres pays, le Royaume Uni peut se vanter d'avoir fait beaucoup de progrès en ce qui concerne les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queer+ (LGBTQ+)³ et d'avoir pris des mesures pour l'égalité, du mariage pour tous, au droit de fonder une famille, en passant par l'obtention de droits de succession et la mise en place de lois anti-discrimination, etc. On pourrait presque être tenté de croire qu'on a aussi réussi à obtenir une acceptation sociale et la protection des personnes LGBTQ+.

Malheureusement, une analyse plus approfondie d'aspects tels que l'accès au logement font état d'une situation différente. Malgré un changement de la législation et un niveau de tolérance sociale plus élevé, les personnes LGBTQ+ souffrent encore de façon disproportionnée de certaines problématiques liées à leur logement. Dans de nombreuses situations ceci est la manifestation d'un mélange d'expériences personnelles d'homo/bi/transphobie⁴, d'échecs institutionnels plus généralisés et d'un manque de compréhension des besoins des personnes LGBTQ+.

Les personnes LGBTQ+ peuvent avoir des besoins particulièrement importants en termes de logement si elles souffrent en plus d'autres vulnérabilités telles que pauvreté, jeunesse ou vieillesse, abus, discrimination raciale, etc.

Le manque de conscience, de fonds et de recherche sur les problèmes de logement des personnes LGBTQ+ et sur les solutions à ces défis ne fait qu'empirer la situation. De conséquence, les personnes LGBTQ+ restent une minorité invisible dans un système de logement qui ne les protège pas.

Les personnes LGBTQ+ peuvent être confrontées à plusieurs types de problèmes de logement. Nous présentons quatre cas qui nous semblaient d'importance

particulière : le sans-abrisme, le vieillissement, la violence conjugale et/ou familiale, et la demande d'asile. Nous présentons alors aussi une série de recommandations pour l'avancée des droits LGBTQ+ en matière de logement en générale.

Note : Vu que les ressources généralement disponibles en ce moment se focalisent principalement sur les personnes lesbiennes, gays, bisexuels, et transgenres plutôt que sur d'autres minorités sexuelles et de genre, ce rapport inclut plus largement des données récoltées auprès de celles-ci. La terminologie utilisée change au cours du texte pour bien indiquer la source des données. Nous espérons cependant qu'il est clair qu'il est tout autant important de comprendre et reconnaître les autres genres et minorités sexuelles. Il est probable que ceux-ci ont des expériences similaires bien qu'unique à leur identité sexuelle et de genre. Si vous possédez des informations relatives au logement et aux minorités sexuelles et de genre autres que les personnes lesbiennes, gays, bisexuels, et transgenres – nous serions intéressés de les connaître.

Jade*, une femme transgenre, a fait de la prison dans une prison pour hommes à la suite d'une peine reçue pour un délit lié aux stupéfiants. Jade a commis de nombreuses infractions, ce qui d'après elle est dû au fait qu'elle n'a jamais pu vraiment s'exprimer. Elle vit en ce moment dans un foyer pour personnes en liberté sous caution – pour hommes – et s'habille de façon masculine. Elle aimerait avoir une apparence plus féminine mais se sent coincée car elle est obligée de vivre dans un environnement entièrement masculin.

**Étude de cas présentée par
Stonewall Housing**

*Les noms ont été changés

³ L'acronyme LGBTQ signifie lesbienne, gay, bisexuel et transgenre et queer ; le + représente d'autres genres et minorités sexuelles tels que non-binaire, intersexe, asexuel(le) (cf. <http://www.cescommeca.net/homosexualite.php> pour une liste et des descriptions plus extensives).

⁴ Définition : La gamme des attitudes négatives (par ex. peur, colère, intolérance, rancœur, absence de reconnaissance ou inconfort) qu'une personne peut ressentir envers les membres de la communauté LGBTQ+. Ces comportements peuvent aussi se focaliser sur certains groupes spécifiques, par ex. la biphobie ou la transphobie visent les personnes bisexuelles ou transgenres respectivement.

Sans-abrisme

L'organisation caritative LGBTQ+ Stonewall Housing qui aide les personnes en attente de logement estime que:

Environ un tiers
(30%)

de la population des sans-abris en zone urbaine est LGBTQ+⁵.

Être sans-abri est aussi un problème qui touche de manière disproportionnée les personnes transgenres : les dernières statistiques révèlent de manière frappante qu'un quart

(25%)

des personnes transgenres interrogées ont été sans-abri à un moment dans leur vie⁶.

Les jeunes sont aussi impactés : on estime que près d'un quart

(24%)

des personnes sans-abri de moins de 25 ans sont LGBTQ+⁷.

Le manque de domicile fixe est un problème qui peut toucher n'importe qui pour un nombre de raisons variées. Cependant, les personnes LGBTQ+ peuvent avoir plus tendance à dormir dans la rue ou à squatter des canapés si leurs expériences ont fait qu'elles ne se sentent pas les bienvenues chez elles ou dans leur quartier. Certaines personnes sont forcées de partir de chez elles car elles ne sont pas acceptées pour

qui elles sont. Une enquête menée par la Albert Kennedy Trust, une organisation qui se consacre au soutien des jeunes personnes LGBTQ+ sans-abri, a révélé que plus des trois quarts (77 pour cent) des jeunes personnes LGBTQ+ interrogées considéraient que leur identité sexuelle était la cause principale du fait qu'elles aient été rejetées de chez elles. Se définir comme LGBTQ+ peut aussi avoir un impact sur la santé mentale et le bien-être d'une personne. Il est possible que les jeunes LGBTQ+ souffrent de traumatismes associés à un harcèlement homophobe, à l'homophobie internalisée, à de l'exploitation sexuelle, ou à toute autre problématique liée à leur identité sexuelle. Cette expérience peut se manifester par des comportements ou états de santé mentale qui à terme causent des conflits ou un rejet dans leur foyer. En effet, même si le fait d'être LGBTQ+ n'est pas toujours la cause directe d'un rejet par ses parents, la sexualité ou l'identité sexuelle d'un jeune peut avoir une forte influence sur l'expérience qui l'a mené à être sans-abri⁸. Les jeunes LGBTQ+ sans-abri sont par ailleurs plus susceptibles d'être victimes de violence et d'exploitation sexuelle, toxicomanes, et d'adopter un comportement sexuel à risque, que des jeunes sans-abri qui ne seraient pas LGBTQ+⁹.

Le manque général de reconnaissance, de sensibilisation et de formation sur les minorités sexuelles et de genre dans les services au logement et de prise en charge des personnes sans-abri ne fait qu'empirer les choses. Seulement 2,6 pour cent des services au logement interrogés par la Albert Kennedy Trust reconnaissent les besoins uniques des jeunes personnes LGBTQ+ et avaient des services spécialisés. Il est donc peu surprenant que la Albert Kennedy Trust comme Stonewall Housing ont trouvé que les personnes LGBTQ+ sans-abri ont moins tendance à rechercher de l'aide que leurs pendant non-LGBTQ+, et font moins confiance aux services de prise en charge par peur de discrimination¹⁰.

⁵ « Hidden in Plain Sight: Homelessness Amongst Lesbian and Gay Youth », O'Connor W. et Nalloy D. (2003). Centre National de Recherche Sociale, <http://www.natcen.ac.uk/media/23798/hidden-plain-sight-homelessness.pdf>

⁶ LGBT in Britain: Trans Report, Stonewall, mars 2018.

⁷ <http://homelesshub.ca/resource/lgbtbrtain-trans-report>

⁸ LGBT Youth Homelessness: A UK scoping of A U National Scoping Of Cause, Prevalence, Response, And Outcome. <https://www.akt.org.uk/research>

⁸ « Hidden in Plain Sight: Homelessness Amongst Lesbian and Gay Youth », O'Connor W. et Nalloy D. (2003). Centre National de Recherche Sociale,

<http://www.natcen.ac.uk/media/23798/hidden-plain-sight-homelessness.pdf>

⁹ LGBT Youth Homelessness: A UK National Scoping Of Cause, Prevalence, Response, And Outcome, Albert Kennedy Trust. <https://www.akt.org.uk/research>

¹⁰ LGBT Youth Homelessness: A UK National Scoping Of Cause, Prevalence, Response, And Outcome, Albert Kennedy Trust. <https://www.akt.org.uk/research>

Les questionnaires de suivi de l'égalité des chances n'incluent pas nécessairement la sexualité et l'identité de genre. Trente pour cent des agences ne posent toujours pas la question dans les centres ou foyers d'accueil pour les jeunes sans-abri¹¹, ce qui veut dire que beaucoup des services de prise en charge ne savent qui pourrait avoir des besoins plus spécifiques. Même lorsque des questions relatives à l'orientation sexuelle sont posées, elles le sont parfois dans le cadre d'un questionnaire plutôt que d'être discutées en personne, ce qui en fait un exercice statistique plutôt que d'être un moyen d'apporter un soutien aux personnes et leur permettre de parler de leurs besoins. Bien que ce soit un sujet sensible, Stonewall Housing recommande que ceci fasse l'objet d'un suivi et qu'une discussion soit ouverte sur l'identité et les besoins LGBTQ+ au sein des services de prise en charge des personnes sans-abri. La section de conclusion de ce rapport reprend ceci en plus de détails.

Fort heureusement, certaines organisations reconnaissent et s'attaquent de façon spécifique aux besoins des personnes LGBTQ+ sans-abri. Stonewall Housing et la Albert Kennedy Trust fournissent de nombreux services de soutien à l'accès au logement, et en 2017 un nouveau groupe communautaire – « The Outside Project » – a converti un bus en centre d'accueil, avec 12 lits réservés à des personnes LGBTQ+. Le bus est plus qu'un foyer d'accueil de nuit : plusieurs ateliers et événements y sont organisés, et il sert aussi de centre communautaire et de point de rencontre. De telles organisations caritatives et communautaires sont de belles initiatives de la part de ceux qui veulent faire reconnaître et résoudre les inégalités structurelles relatives au manque de logement. Elles s'efforcent non seulement d'être des organisations de soutien, mais aussi des porte-paroles, et d'apporter ainsi un espoir aux populations LGBTQ+ sans-abri.

Aga* est une femme de 38 ans, bisexuelle, originaire de Pologne. Elle dort dans les rues autour de King's Cross depuis six mois. Elle est sans-abri depuis la fin de sa relation précédente lorsqu'elle a dû quitter la maison de son ex. Elle a pu rester dans divers endroits pendant un moment, mais est tombée à court d'options ce qui l'a forcée à commencer à dormir dans la rue. Elle est schizophrène, prend des médicaments pour cette maladie, et est déjà en contact avec des services de prise en charge pour les personnes souffrant de maladies mentales. Aga se prostitue dans les rues autour de King's Cross, et a un gros problème de consommation de drogue. Elle a contacté les autorités locales plusieurs fois pour se déclarer comme sans-abri mais son application a été refusée car elle n'est pas éligible n'ayant pas travaillé depuis suffisamment longtemps au Royaume Uni pour recevoir une aide au logement,

et n'étant pas en possession d'une carte de résident.

Étude de cas présentée par Stonewall Housing

*Les noms ont été changés

En 2012, Joe* était un jeune homme gay de 22 ans. Il a dit se sentir égaré, confus et niant complètement sa sexualité. Alors qu'il pensait être au plus bas, sa mère est décédée, tournant son monde à l'envers. Il devint alors sans-abri. Il avait non seulement du mal à surmonter le chagrin causé par la perte de sa mère, mais devait aussi passer son temps chez des amis, rester avec des ex, et a parfois eu du mal à trouver quelque part sûr pour passer la nuit.

Étude de cas présentée par Stonewall Housing

*Les noms ont été changés

¹¹ LGBT Youth Homelessness: A UK National Scoping Of Cause, Prevalence, Response, And Outcome, Albert Kennedy Trust. <https://www.akt.org.uk/research>

Personnes âgées

Vieillir peut se révéler difficile pour n'importe qui, mais être LGBTQ+ peut rendre le processus d'autant plus dur. Paul Martin, directeur général de la LGBT Foundation, indique que « les recherches menées par l'organisation ont montré que plus de la moitié des personnes lesbiennes, gays, et bisexuelles de plus de 55 ans pensent que leur orientation sexuelle va avoir un impact négatif sur elles alors qu'elles vieillissent, et s'inquiètent en particulier de se retrouver isolées. »¹²

Les services de soins et d'appui ont tendance à omettre l'identité sexuelle des personnes LGBTQ+ plus âgées, et par conséquent ne prennent pas en compte leurs besoins plus spécifiques. « Les personnes LGBT+ plus âgées au Royaume Uni expriment encore un manque de confiance envers services généraux de soins et de soutien au logement, et que ceux-ci ne leur offrent pas des services qui reconnaissent ou répondent de façon appropriée à leur vécu. Elles disent aussi être toujours inquiètes du risque de harcèlement et d'abus si elles révèlent leur sexualité. » Stonewall Housing, 2016¹³.

Le fait que les services partent en effet du principe que leurs utilisateurs ne sont pas LGBTQ+ (hétérosexisme et cisgenrisme institutionnel¹⁴) a souvent fait « retourner dans le placard » de nombreuses personnes par peur de ne pas être acceptées par les fournisseurs, ou par les autres utilisateurs des services. Devoir ainsi effacer une grande partie de son vécu et de son identité pour pouvoir avoir potentiellement accès à des services d'aide au logement ou de soutien à domicile peut être extrêmement éprouvant¹⁵.

Par ailleurs, ces mêmes services n'offrent pas systématiquement des activités ou des initiatives s'adressant particulièrement à des personnes

LGBTQ+, et les maisons de retraite peuvent être situées loin d'autres organisations ou d'endroits où des personnes LGBTQ+ peuvent se sentir en sécurité dans une communauté tolérante.

De plus, une discrimination dans l'accès au logement (par exemple des expulsions par homo/bi/transphobie) et des crimes haineux peuvent rendre certains milieux dangereux et peu accueillants pour des personnes LGBTQ+. Malheureusement un bon nombre de personnes ne sont pas suffisamment informées sur les protections et lois en place pour répondre à de telles menaces, ou ne sont pas certaines de comment obtenir de l'aide. Être d'un certain âge rend les choses encore plus difficiles pour s'y retrouver dans ces systèmes. En ce moment, les personnes âgées LGBTQ+ sont moins susceptibles d'avoir un compagnon/une compagne ou des enfants que les personnes âgées non-LGBTQ+¹⁶, ce qui peut causer un isolement plus profond. Seul et sans le support de réseaux informels, il peut être très compliqué de surmonter les obstacles présents dans l'accès au logement.

Stonewall Housing a identifié quelques aspects qui pourraient être utiles à des personnes LGBTQ+ plus âgées pour les aider à prévenir un isolement et combattre tout harcèlement et abus dont elles pourraient être victimes. L'organisation suggère plus d'accompagnement et de soutien pour les aider à prendre de meilleures décisions quant à leur logement, leurs soins et leur sécurité, et a mis en place un site internet et un ensemble de ressources et de réseaux dans ce but.

¹² « Manchester city council to create UK's first LGBT retirement home », The Guardian, 21 février 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/feb/21/manchester-city-council-to-create-uk-first-lgbt-retirement-home>

¹³ Building safe choices LGBT housing futures: a feasibility study, Stonewall Housing, 2016. http://www.buildingsafechoices.org.uk/wpcontent/uploads/2016/06/BuildingSafeChoices_full.pdf

¹⁴ Définition : l'hétérosexisme peut être défini comme un système de comportements qui favorisent les personnes hétérosexuelles, renforcent l'idée selon laquelle l'hétérosexualité est mieux ou plus « normale » et rendent d'autres sexualités invisibles. Il peut se manifester de manière individuelle (à travers les croyances ou les comportements d'une personne donnée), ou bien d'une manière plus structurelle et systématique, autrement dit

sous forme d'hétérosexisme institutionnel. Ceci a par exemple pour conséquence le développement de services, langages, produits et informations qui ne sont pas adaptés à des personnes appartenant à des minorités sexuelles, sans leur avis. Le terme équivalent relatif aux minorités sexuelles est le cisgenrisme.

¹⁵ Building safe choices LGBT housing futures: a feasibility study, Stonewall Housing, 2016. http://www.buildingsafechoices.org.uk/wpcontent/uploads/2016/06/BuildingSafeChoices_full.pdf

¹⁶ Building a sense of community: Including older LGBT in the way we develop and deliver housing with care, Tina Wathern, Housing Learning and Improvement Network, 2013. https://www.housinglin.org.uk/_assets/Resources/Housing/Support_materials/Viewpoints/HLIN_Viewpoint39_LGBT.pdf

Stonewall Housing a aussi enquêté sur la faisabilité d'un logement spécialisé pour les personnes âgées LGBTQ+, ce qui a inclus une collecte d'informations auprès de projets de logement similaires établis avec succès aux États Unis, tels que par exemple Triangle Square Apartments à Los Angeles, John C. Anderson Apartments à Philadelphia et Spirit on Lake à Minneapolis¹⁷. Ces logements spécialisés ne sont pas réservés à des personnes LGBTQ+, mais ont plutôt pour but d'assurer un projet et un quartier accueillants, qui célèbrent les minorités sexuelles et de genre tout en recevant aussi une diversité d'autres personnes non-LGBTQ+ (y compris par exemple une grande proportion de résidents russes et somaliens). Ces développements mettent à disposition des infrastructures et des services communautaires tels que des bibliothèques, des jardins ou des espaces de rencontres et événementiels, qui répondent aux besoins des résidents et des communautés locales. Suite à la demande pour de telles solutions au Royaume Uni, le Conseil municipal de Manchester a annoncé en février 2017 la première maison de retraite pour personnes LGBTQ+¹⁸.

Nancy* est une femme lesbienne de 68 ans. Nancy a dû partir de sa maison dans le Derbyshire à cause de l'harcèlement subi. Les habitants de son village dans le Derbyshire l'insultaient, ont vandalisé son camping-car, et faisaient courir de fausses rumeurs sur elle. Elle a emménagé dans un centre d'accueil à Hackney où elle s'était promis de garder sa sexualité un secret tant qu'elle n'était pas sûre de pouvoir faire confiance aux personnes qu'elle rencontrait. Elle décrit son expérience de sa première année à Londres comme « avoir une double personnalité », et reconnaît qu'elle se sentait seule et isolée, et souvent déprimée. « Je ne pouvais pas vraiment parler de moi-même. Je pouvais parler de mon passé et de mes enfants, mais je ne pouvais rien dire sur qui je suis réellement. C'était presque comme si je parlais une autre langue. »

Étude de cas présentée par Stonewall Housing

*Les noms ont été changés

¹⁷ Bob Green, Directeur Exécutif de Stonewall Housing, s'est rendu dans trois projets de logement LGBTQ+ aux USA et a décrit son expérience ici : <https://www.facebook.com/pg/StonewallHousing/videos/>

¹⁸ « Manchester city council to create UK's first LGBT retirement home », The Guardian, 21 février 2017: <https://www.theguardian.com/world/2017/feb/21/manchester-city-council-to-create-uks-first-lgbt-retirement-home>

Violence conjugale et familiale

Les problèmes de violence conjugale¹⁹ sont un autre aspect pour lequel les personnes LGBTQ+ ont des besoins particuliers, mais où un hétérosexisme et un cisgenrisme institutionnels ont généralement tendance à effacer et invalider leurs expériences. C'est un problème qui est néanmoins malheureusement important, et semble toucher les hommes en particulier. L'organisation LGBTQ+ Stonewall estime que

Une femme lesbienne ou bi sur quatre
(25%)
a une expérience de relation abusive.

Dans les deux tiers des cas
(66%)
l'auteur des violences est une femme, dans
le tiers restant **(33%)** un homme.

Près de la moitié **(49%)** des
hommes gay et bi ont vécu au moins un
cas de violence familiale par leur
conjoint(e) ou un membre de leur famille
depuis leur 16 ans²⁰.

De plus, une publication récente de Stonewall indique que plus d'un quart (28 pour cent) des personnes transgenres dans une relation au moment de l'enquête ont dû faire face à des violences de la part de leur conjoint(e) au cours de l'année précédente²¹. Malgré ceci, toutes les idées et les débats sur les violences conjugales et familiales partent du principe que c'est un problème lié au fait que des hommes cis²² hétéro abusent de leur pouvoir sur des femmes cis hétéro.

Ceux qui ne correspondent pas à cette idée préconçue risquent de ne pas recevoir un soutien des services de prise en charge car les prestataires n'ont pas une bonne compréhension de leur situation ou de leurs besoins.

Le fait que toutes les lois et actions de plaidoyer se focalisent presque exclusivement sur les cas de violence contre les femmes et les filles ne fait qu'empirer les choses. En conséquence, les organisations qui travaillent avec des victimes LGBTQ+ et les efforts de formation de la police, des services sociaux et de santé et d'autres organisations sur les problématiques LGBTQ+ ne reçoivent qu'une attention réduite et peu de financements. Au cours de ces dix dernières années en particulier, les financements disponibles pour les organisations travaillant sur ces problématiques a réduit de façon dramatique, ce qui a causé la fermeture ou le transfert d'activités de nombreux projets tels que le LGBT Domestic Abuse Forum, Broken Rainbow, PACE et autres. Certains des groupes restant en opération font partie du London LGBT Domestic Abuse Partnership (DAP) (qui ont aussi un numéro d'appel national pour les personnes en dehors de Londres).

Dans cette situation, beaucoup de personnes LGBTQ+ victimes de violence conjugale ou familiale se retrouvent sans soutien. Une enquête menée par ROAR (le service de plaidoyer sur la violence familiale de Stonewall Housing), a recollé les expériences et opinions de survivants de violence conjugale et familiale LGBTQ+. Les résultats de cette recherche ont indiqué que près de deux tiers (68 pour cent) des personnes interviewées n'avaient pas essayé de trouver de l'aide, des conseils ou cherché protection auprès d'organisations/services, avec près d'un quart (24 pour cent) d'entre elles indiquant qu'elles ne savaient pas où demander de l'aide.

¹⁹ Toute information et statistique dans cette section à pour source « ROAR: Because silence is deadly LGBT domestic abuse forum - A report on the experiences of lesbian, gay, bisexual and trans* survivors of domestic violence and abuse », Stonewall Housing, 2014 (http://lgbtdaf.org/wp-content/uploads/2015/09/ROAR_full_v2.pdf) sauf si indiqué autrement

²⁰ Voir la section du site de Stonewall sur la violence familiale: <https://www.stonewall.org.uk/help-advice/criminal-law/domestic-violence>

²¹ LGBT in Britain: Trans Report, Stonewall, mars 2018. <http://homelesshub.ca/resource/lgbtbrtain-trans-report>

²² Définition de cis/cisgenre : une personne dont l'identité sexuelle correspond au sexe biologique attribué à la naissance (par exemple un homme et masculin de naissance). Une façon simple de se représenter ceci est de considérer que si une personne n'est ni transgenre ni non-binaire (ne se définit pas strictement comme homme ni femme), elle est alors cis/cisgenre.

Il se peut qu'il soit plus compliqué pour des personnes LGBTQ+ de quitter une relation violente s'il existe en plus certaines vulnérabilités liées à leur appartenance à une minorité sexuelle ou de genre. Par exemple, certaines personnes pourraient avoir peur de ne pas être acceptées en dehors de la relation violente dans laquelle elles se trouvent du fait de leur sexualité ou identité de genre. Il est très possible que l'auteur des maltraitances utilise cette peur comme une forme de pouvoir exercé sur sa victime. En menaçant de révéler leur identité à leur famille ou leur employeur, la sexualité de quelqu'un peut aussi être utilisée comme un outil de contrôle²³. Les personnes rejetées par leurs familles peuvent être dépendantes du toit fourni par un(e) conjoint(e) violent(e). En effet, dans un groupe interviewé par ROAR, 14 pour cent des personnes ont répondu ne pas quitter une relation violente parce qu'elles n'avaient « nulle part où aller ».

Les survivants de violence conjugale ou familiale ont aussi fait part d'une méfiance générale envers la police, ce qui est en partie le résultat d'un passé où l'homosexualité était illégale, et s'ajoute à la peur actuelle d'une société homophobe et d'être rejeté. Certains ont aussi indiqué ne pas vouloir faire à la communauté LGBTQ+ une publicité négative en parlant de problèmes de violence et d'abus.

Certaines formes de violence conjugale et familiale sont liées de façon spécifique à des états d'esprit homo/bi/transphobes. Par exemple, des mariages hétérosexuels forcés, aussi dits violence liée à l'honneur²⁴, viol correctif²⁵, et d'autres formes de violence verbale ou physique sont utilisés pour imposer l'hétérosexualité et une conformité avec avec des stéréotypes de genre.

Toutes ces problématiques ont pour conséquence des environnements dangereux pour les personnes LGBTQ+. Et le manque de préparation des institutions et de la société en général ne fait que multiplier les obstacles que doivent surmonter ces personnes pour s'assurer un logement sûr.

Parmi les personnes qui ont répondu à l'enquête menée par ROAR, un sixième (16,5 pour cent) des personnes LGBTQ+ victimes de violence conjugale ou familiale avaient perdu leur foyer, avaient été forcées d'en partir ou y étaient devenues captives en conséquence directe des violences subies. Ces statistiques font d'être sans-abri une conséquence directe de la violence. Ces abus causent aussi d'autres situations de détresse telles qu'être forcé à s'endetter, à commettre des activités illégales ou se comporter de façon antisociale, ou bien perdre son emploi. Le groupe a aussi indiqué que de telles violences avaient aussi des impacts négatifs sur la santé mentale, physique, et sexuelle des victimes, sur leur réussite scolaire, sur les compétences parentales ainsi que le développement infantile.

Bonnie* avait été la victime d'abus de la part de son cousin depuis ses sept ans. Quand, à 14 ans elle a tenté d'y mettre un terme, il l'a menacée violemment. Bien que l'affaire ait fait l'objet d'une enquête par la police, ils n'y ont fait aucune suite, et les violences ont continué jusqu'à ses 21 ans. Bonnie, qui est lesbienne, souffrant d'une surdité partielle, diagnostiquée bipolaire, a aussi d'autres problèmes de santé y compris des crises épileptiques et de l'asthme. Elle a des antécédents d'automutilation, a tenté de se suicider plus de vingt fois et s'est faite interner en hôpital psychiatrique. Bonnie vit à présent dans une chambre d'hôte, sans soutien ou suivi régulier – sa compagne souffre aussi de problèmes de santé mentale.

Étude de cas présentée par Stonewall Housing

*Les noms ont été changés

²³ Domestic violence and sexuality – what's love got to do with it? <http://policypress.universitypressscholarship.com/view/10.1332/policypress/9781447307433.001.0001/upso-9781447307433>

²⁴ Définition : violence commise par un ou des membres de la famille proche ou plus étendue si un besoin est ressenti de devoir rétablir la réputation familiale au sein de la communauté, parce que celle-ci aurait été ternie par le comportement de la victime.

²⁵ Viol commis à cause de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre de la victime, l'auteur du viol ayant l'intention de forcer la victime à commencer à se comporter de manière hétérosexuelle et/ou cisgenre.

Pour ceux qui essaient de sortir d'une relation violente, il n'y a que très peu d'infrastructures d'urgence dédiées aux personnes LGBTQ+. Ceci nuit particulièrement aux hommes car il n'y a presque aucune option pour les hommes gay, bisexuels ou transgenres, malgré le fait que ceux-ci soient bien plus susceptibles d'être victimes de violence conjugale que leurs pairs. En effet, alors qu'il existe plusieurs centres d'accueil réservés aux femmes victimes de violence conjugale, les options pour les hommes sont extrêmement restreintes (l'organisation caritative ManKind Initiative estime qu'il n'y a que 20 lits réservés aux hommes victimes d'abus au Royaume Uni²⁶). Ceux-ci doivent au contraire se contenter des services standards offerts aux personnes sans-abri, qui ont peu de chance de répondre à leurs besoins spécifiques. De la même façon, les services réservés aux femmes sont probablement mal équipés pour comprendre les cas spécifiques des femmes lesbiennes, bisexuelles ou transgenre. En effet, les personnes interviewées ont répondu avoir fait l'expérience d'une homo/bi/transphobie au sein même de certains des différents services auxquels ils avaient fait appel dans leur recherche d'un environnement sûr.

²⁶ Briefing: Refuges and safe houses for male victims of domestic abuse, ManKind Initiative, Juillet 2016 <http://new.mankind.org.uk/wp-content/uploads/2015/05/Refuges-for-Male-Victims-of-Domestic-Abuse-Briefing-July-2016.pdf>

Réfugiés / Chercheurs d'asile

L'homosexualité est encore illégale dans 72 pays du monde. Dans sept de ces pays, être homosexuel est un crime passible de la peine de mort. En parallèle, seulement 50 pays reconnaissent les droits et l'identité des personnes transgenres²⁷. Par conséquent, de nombreuses personnes en viennent à chercher un asile dans d'autres pays, y compris au Royaume Uni.

L'Agence des frontières du Royaume Uni (UKBA) ne récoltait aucune information statistique sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre avant juillet 2011 ; les résultats depuis lors n'ont pas encore été rendus publics. Néanmoins, le rapport « Over Not Out » estime qu'environ 1 800 personnes lesbiennes, gays, ou bisexuelles ont fait une demande d'asile en 2008. Bien que le nombre de demandeurs d'asile transgenres soit aussi difficile à estimer, le rapport indique qu'environ 20 à 30 personnes demandent chaque année. Les réfugiés et demandeurs d'asile sont déjà en général une section vulnérable de la population, qui font face à de nombreuses difficultés, y compris une discrimination, des difficultés à trouver un logement, des problèmes de santé mentale et physique, et des ressources financières limitées. Les réfugiés et demandeurs d'asile LGBTQ+ doivent alors affronter des difficultés supplémentaires, qui impactent sur leur bien-être de différentes façons, y compris sur leurs opportunités de logement.

Over Not Out²⁸ est la première étude menée sur les problématiques de logement et de recherche d'abri auxquelles sont confrontés les demandeurs d'asile LGBTQ+ au Royaume Uni. L'étude a mené des entretiens avec 40²⁹ demandeurs d'asile LGBTQ+ originaires de 15 pays différents, et leur analyse démontre que des demandeurs d'asile LGBTQ+ sont confrontés à des désavantages multiples directement liés à leur orientation sexuelle ou à leur identité de genre.

La plupart des personnes interviewées pour l'étude Over Not Out vivaient dans des logements privés loués, suivi par les personnes dans des habitations à occupation multiple mis à disposition par les autorités locales, les logements d'aide à l'asile de l'UKBA, et les logements des services sociaux d'aide à l'asile. Deux personnes étaient sans-abri. Au total, à peu près deux tiers (60 pour cent) des personnes interviewées vivaient avec des amis ou leur compagne/on dans des logements privés ou à occupation multiple. L'existence de liens personnels étaient un facteur déterminant sur où et avec qui beaucoup de demandeurs d'asile partageaient un logement.

Un des résultats principaux de l'étude était que quel que soit le système de logement, le niveau de protection et de sécurité ressenti par les réfugiés LGBTQ+ était souvent insuffisant. Par exemple, les demandeurs d'asile en logements privés ne payaient pas de loyer mais étaient autorisés à rester par des amis ou leur compagne/on. Dans une telle situation, étant dans les faits personnellement sans domicile, ces personnes n'ont aucune protection contre d'éventuelles expulsions, ne peuvent pas vraiment contacter les propriétaires pour faire effectuer d'éventuelles réparations, et sont complètement dépendantes de leurs hôtes. Toutes ces conditions les rendent particulièrement vulnérables à une exploitation. Plusieurs des personnes interviewées ont aussi indiqué avoir été victimes de discrimination et de harcèlement de la part de propriétaires de logements du fait de leur statut LGBTQ+, ou s'être senties en danger si leur identité sexuelle ou de genre était révélée.

²⁷ No Safe Refuge, Stonewall, 2017.

https://www.stonewall.org.uk/sites/default/files/no_safe_refuge.pdf

²⁸ Over Not Out, The housing and homelessness issues specific to lesbian, gay, bisexual and transgender asylum seekers, Michael Bell Associates, 2009.

<https://www.metropolitan.org.uk/images/Over-Not-Out.pdf>

²⁹ Le but du rapport était de sensibiliser sur les problèmes et les obstacles auxquels doivent faire face les demandeurs d'asile LGBTQ+ en termes de logement et de risque d'être sans-abri à Londres. Bien que ceci soit un échantillon relativement restreint de personnes interrogées, l'étude donne une idée qualitative des conditions auxquelles sont confrontés les demandeurs d'asile LGBTQ+. Ce rapport est une première tentative de documentation de ces problématiques.

D'autres types de problèmes ont émergés par rapport aux logements de l'Agence des frontières (UKBA) et dans les autres logements réservés à des demandeurs d'asile dont la demande d'asile est en cours de traitement.

Les personnes interrogées ont indiqué avoir fait souvent l'expérience de harcèlements et de discrimination homo/bi/transphobe de la part d'autres résidents ou des gérants des propriétés, pouvant aller de violences verbales jusqu'à des tentatives de viol. Aucune mesure n'est en place pour garantir aux demandeurs d'asile LGBTQ+ un logement parmi des résidents qui seraient tolérants de leur identité ou orientation sexuelles, et peu d'actions sont prises en cas de harcèlement. Certains ont signalé qu'aucune action n'est prise même lorsqu'ils expriment ne pas se sentir en sécurité. Ceci est un indicateur clair d'une absence de règlement, de procédure et de formation du personnel qui auraient pour but de rendre les logements plus sûrs pour des personnes LGBTQ+.

Lorsque des mesures sont prises, ceci implique généralement le transfert de la personne LGBTQ+ concernée (plutôt que celui de l'auteur des violences) – de nouveau sans avoir au préalable vérifié cette personne serait en sécurité dans les nouveaux logements à l'abris d'homo/bi/transphobie. Ceci semble donc indiquer par ailleurs que les demandeurs d'asile LGBTQ+ doivent faire face à de nombreux déménagements, un manque de certitude et de stabilité et un niveau de protection faible.

Le manque de sécurité dans les logements d'aide à l'asile est la cause du départ de certaines personnes demandeuses d'asile, qui préfèrent rester chez des amis ou chez leur compagne/on. Ceci est considéré un « désistement volontaire », et implique que la personne perd tous ses droits à un logement fourni par l'état britannique.

Devoir déménager régulièrement est relativement normal pour l'entièreté de la population de demandeurs d'asile, mais « l'expérience des demandeurs d'asile LGBTQ+ est différente [car] une discrimination homophobe et transphobe est souvent la cause de déménagements et augmente le risque de devenir sans-abri »³⁰.

Over Not Out indique aussi que la moitié (50 pour cent) des personnes interrogées dispersées en dehors de Londres étaient retournées en ville pour être plus proches de leurs amis et de leurs réseaux de soutien. Les personnes LGBTQ+ sont en effet souvent dépendantes d'amis, des membres de leur famille, de conjoints et de structures de soutien. Être loin de leurs réseaux engendre un sentiment d'isolement qui est difficile à supporter. L'absence de ressources communautaires LGBTQ+ dans les régions dans lesquelles ces personnes étaient envoyées a souvent été relevé comme la raison principale de leur retour dans des centres urbains tels que Londres ou Manchester.

Ceci étant dit, avoir autour de soi des groupes et des communautés LGBTQ+ ne veut pas nécessairement dire qu'il est alors facile d'avoir accès à un soutien ou à un niveau de compréhension approprié. Et en effet, « les organisations LGBTI³¹ [sont souvent] mal équipées pour apporter un soutien aux demandeurs d'asile, tandis que [les organisations communautaires de migrants et de réfugiés] ne veulent pas reconnaître l'existence et les besoins des personnes LGBTI présentes dans leurs communautés³². »

³⁰ Over Not Out, The housing and homelessness issues specific to lesbian, gay, bisexual and transgender asylum seekers, Michael Bell Associates, 2009. <https://www.metropolitan.org.uk/images/Over-Not-Out.pdf>

³¹ Le « I » dans LGBTI signifie Intersexe. Les personnes intersexes naissent avec des caractéristiques anatomiques et hormonales appartenant aux deux sexes biologiques

³² Double Jeopardy Project A final report on the Trust for London funded Double Jeopardy Project, Alasdair Stuart at MBARC, 2013. <https://www.scribd.com/document/357520060/Double-Jeopardy-Project-Report>

Ces deux types de discrimination, d'abord contre le statut de demandeur d'asile/réfugié, et ensuite aussi contre les minorités sexuelles et de genre, ont été nommés « Double péril » dans le rapport du même nom («Double Jeopardy») paru en 2013.

Depuis la parution du premier rapport Over Not Out, certaines choses ont changé. Celles-ci ont été incluses dans la deuxième version du rapport, «Over Not Out Refreshed 2012: An update on progress against the recommendations of the original Over Not Out Report³³». En particulier, le maire de Londres a publié « London Enriched – The Mayor's Refugee Integration Strategy » en décembre 2009, qui reconnaît de façon spécifique les obstacles supplémentaires auxquels font face les réfugiés LGBTQ+ dans le secteur du logement, ainsi que le fait que ceux-ci sont susceptibles d'être confrontés à un risque plus élevé de violence et de harcèlement.

Mais malgré cette reconnaissance au niveau stratégique des problématiques spécifiques aux demandeurs d'asile et réfugiés LGBTQ+, les parties prenantes concernées n'ont pas ressenti un impact ou des changements positifs en pratique. Les données de Stonewall Housing indiquent que le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés qui sont entrés en contact avec l'organisation l'année dernière est plus du double de celui de l'année d'avant. Le rapport suggère que ceci serait dû à un manque de progrès dans la réalisation de recommandations faites pour assurer que les milieux dans lesquels vivent les demandeurs d'asile appartenant à des minorités sexuelles et de genre soient sûrs et bienveillants.

Par ailleurs, le rapport «No Safe Refuge» récemment publié par Stonewall et UK Lesbian and Gay Immigration Group (UKLIG) a fait les gros titres³⁴ et a réussi à capturer l'attention du public³⁵ en mettant en évidence les conditions difficiles auxquelles doivent faire face les demandeurs d'asile dans des camps de détention. Il est cependant encore trop tôt pour savoir si ceci va engendrer la prise d'actions.

Il y a quelques bonnes nouvelles : en octobre 2017, Micro Rainbow International a ouvert le premier foyer d'accueil pour les réfugiés et demandeurs d'asile LGBTQ+, où en plus de pouvoir vivre en toute sécurité, ceux-ci ont accès à un soutien psychologique, des services de mentorat spécialisés, et des formations professionnelles³⁶. Un deuxième foyer a été ouvert en décembre, et Micro Rainbow International a pour but d'atteindre une capacité de 40 lits d'ici la fin 2018³⁷. Bien que les causes principales du problème n'aient pas été résolues, en plus d'offrir un réel soutien à certaines des personnes LGBTQ+ les plus vulnérables dans le pays, de telles initiatives sont un pas en avant vers une reconnaissance des besoins qui existent en termes de logement.

³³ Over Not Out Refreshed 2012: An update on progress against the original recommendations of the Over Not Out Report (2009), Alasdair Stuart of M.B.A.R.C., 2012. <https://www.metropolitan.org.uk/images/Metropolitan-MF-LGBT-Over-Not-Out2012-final1.pdf>

³⁴ Government 'must end its detention of vulnerable LGBT asylum seekers', charities demand, The Independent, <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/lgbt-asylum-seekers-amber-rudd-home-office-treatment-detention-centres-a7381756.html?platform=hootsuite>

³⁵ Pour suivre la conversation, suivre le hashtag #NoSafeRefuge

³⁶ Gay and intersex asylum seekers find place to call home in Britain, place (Thomas Reuters Foundation), 2017. <http://www.thisisplace.org/?id=4130828f-83f2-42e7-ab98-2e91c5671c4b>

³⁷ MRI opens a 2nd house for LGBTI asylum seekers and refugees, Micro Rainbow International, 2017. <https://microrainbow.org/mri-opens-2nd-house-lgbti-asylum-seekersrefugees>

Conclusion et prochaines étapes

Malgré toutes les problématiques identifiées dans ce rapport, de nombreuses organisations sont bien résolues à faire en sorte que les personnes LGBTQ+ ne souffrent plus d'un tel désavantage dans l'accès au logement.

Leur espoir est que tout le monde puisse vivre en toute sécurité dans des milieux décents, abordables, et tolérants, où des personnes LGBTQ+ peuvent s'exprimer sans peur, se sentir intégrées à leur communauté et avoir accès au soutien dont elles ont besoin.

Pour résoudre les problématiques auxquelles sont confrontées les personnes LGBTQ+ dans leurs efforts pour accéder à un logement décent, on pourrait faire des listes de recommandations spécifiques, différentes pour chacun des groupes, à tous les acteurs concernés. Les références citées dans ce rapport en suggèrent déjà plusieurs. Mais de notre côté nous voulions proposer des réflexions d'ordre global qui semblent pertinentes à tous les groupes.

APPEL A L'ACTION

Formation et sensibilisation:

Souvent les services et fournisseurs de logements n'ont que des connaissances ou des directives limitées en ce qui concerne les problématiques LGBTQ+ et comment répondre aux besoins des résidents / utilisateurs des services. Si ceci ne change pas, les personnes LGBTQ+ vont continuer à se confronter à des difficultés de logement.

Pour cette raison, notre recommandation principale est que toute organisation dans le secteur du logement doit - avant décembre 2020 - implémenter un programme de formation pour améliorer la manière dont les services sont conçus, et la manière dont les LGBTQ+ résidents sont abordés.

Ces formations doivent être **suivis de vrais changements basés sur les résultats de la formation** en termes d'ajourner les stratégies, les programmes et les suivis et l'évaluations du travail de ces organisations.

Stonewall Housing fournit des formations spécifiques à divers acteurs dans le secteur du logement - de la main d'œuvre de construction, aux législateurs, en passant par les services de prise en charge des personnes sans-abri. Mais les acteurs du secteur du logement ne vont pas investir dans de telles formations à moins d'être d'abord au courant des problèmes en question!

Bien que les besoins de logement des personnes LGBTQ+ aient reçu un peu plus d'attention au cours de ces dernières années, ces problématiques restent encore peu explorées ou peu reconnues, et sont en grande partie absentes des discussions, conférences et publications sur l'aménagement urbain et le logement. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour pouvoir mettre en évidence les besoins des personnes LGBTQ+, et les voix non seulement des secteurs caritatifs et des activistes, mais aussi des professionnels du secteur du logement et des universitaires, avec à l'appui des travaux de recherche et des exemples de bonnes pratiques, devraient se faire entendre.

Faire un suivi de l'égalité des chances, avec une offre de soutien:

Faire un tel suivi au moment de l'offre de services peut sembler indiscret, et les questions sur la sexualité et le genre sont extrêmement personnelles. Cependant, connaître le nombre de personnes LGBTQ+ qui ont besoin de services de soutien est essentiel pour mieux comprendre les obstacles auxquels elles pourraient être confrontées en termes de logement.

Ce suivi peut être fait de manière sensible. Les personnes interrogées devraient simplement savoir pourquoi ces informations sont récoltées, car il se peut que certaines d'entre elles se sentent menacées par les questions. Il se peut alors que des personnes ne soient pas prêtes ou ne veuillent pas donner l'information requise : elles ne devraient pas y être forcées, mais il est important qu'elles en aient l'opportunité. Il est aussi très important que l'environnement autour de ces personnes soit très clairement accueillant et positif à l'égard des personnes LGBTQ+. Un tel message peut être affiché à l'aide de pancartes et de notices d'explication à l'entrée et à l'intérieur des bâtiments, de dépliants d'information, et en utilisant un langage inclusif³⁸.

Amélioration de la recherche et du partage de connaissances:

Il n'y a pas beaucoup de recherche disponible sur les problématiques relevées ci-dessus, probablement parce que ce ne sont pas des sujets prioritaires pour les organisations « dominantes » qui auraient la capacité de financer une collecte de données plus approfondie. Réciproquement, les organisations spécialisées sur les problématiques LGBTQ+ qui pourraient mener plus de recherches ont des financements limités.

Malgré ces obstacles, les données récoltées jusqu'à présent établissent suffisamment solidement le besoin de reconnaître les difficultés auxquelles font face les groupes LGBTQ+ pour l'accès à un logement sûr. Cette base peut être utilisée comme point de départ pour des recherches plus approfondies, et à terme pour influencer les politiques et la mise en place de solutions appropriées.

Le rôle du partage de connaissances est aussi crucial pour inciter un changement grâce à des collaborations et au transfert de bonnes pratiques. Par exemple, Bob Green, le directeur exécutif de Stonewall Housing, est allé visiter des projets de

logement LGBTQ+ aux États Unis dans le but de récolter des informations qui pourraient être pertinentes au développement de projets similaires au Royaume Uni. Une augmentation des finances et du soutien technique sur lesquels pourraient compter les organisations qui veulent mener ces recherches et le transfert de connaissances associé et mettre en pratique les résultats obtenus pourrait déclencher un changement et des actions tangibles.

Action communautaire:

La mobilisation et les actions des communautés peuvent faire beaucoup pour rendre les problèmes de logement plus visibles, créer des connexions entre des personnes aux idées remarquables, donner de l'espoir et être solidaires avec les personnes souffrant de ces problèmes. L'activisme peut aussi donner une autre perspective importante et mettre une pression sur certaines institutions afin de trouver des solutions efficaces de façon transparente. De telles actions communautaires peuvent être utiles pour inciter un changement sur le long terme par le biais d'un travail de plaidoyer ; elles peuvent aussi être le point de départ d'initiatives réactives et créatives qui apportent une aide aux personnes en besoin de logement.

Changement politique et engagements tangibles:

Les différentes injustices auxquelles sont confrontées les personnes LGBTQ+ semblent indiquer que les politiques actuelles ne prennent pas suffisamment en compte les minorités sexuelles et de genre. Des actions plus spécifiques sont nécessaires pour résoudre les problématiques relevées par ce rapport. Toutes les actions mises en place devront alors être suivies pour s'assurer qu'elles sont bien constructives et ont pour résultat un changement positif (ce qui nous ramène à la question de la collecte de données et de plus de recherches).

³⁸ Définition : un langage qui évite l'utilisation de certaines expressions ou mots qui pourraient donner l'impression d'exclure certains groupes de personnes, tels que des mots au genre spécifique. Par exemple, utiliser le mot « partenaire » plutôt que mari/femme/petite amie/petit ami, ou demander quel pronom une personne préfère plutôt que de commettre un impair, etc.

Une modification des politiques pourrait être l'occasion pour les décideurs et les autorités de démontrer d'un engagement actif envers une amélioration des droits au logement des personnes LGBTQ+. Ceci pourrait augmenter la visibilité de ces problématiques et rendre plus de confiance aux membres des minorités sexuelles et de genre impactés par les inégalités d'accès au logement. Le secteur caritatif et la société civile ont la responsabilité de continuer à faire pression pour faire évoluer les choses jusqu'à ce que des changements soient obtenus.

Prêter attention à l'intersectionnalité de la problématique

Un autre aspect important à considérer est l'intersectionnalité des problématiques liées au logement, c'est-à-dire la juxtaposition de divers types d'injustices, de structures de pouvoir, et de discrimination. Dans la lutte pour les droits au logement et les changements politiques nécessaires, il faut garder à l'esprit la diversité des personnes LGBTQ+, et penser à bien représenter les voix minoritaires au sein de la communauté.

Par exemple, les besoins des personnes transgenres et des minorités de genre sont souvent négligés, alors qu'ils sont susceptibles d'être complètement différents de ceux des personnes LGB. De même, les besoins d'un demandeur d'asile peuvent ne pas être les mêmes que ceux d'un résident du Royaume Uni. Ces besoins risquent de ne pas être reconnus si les demandeurs d'asile et leurs représentants ne sont pas inclus dans les débats et discussions sur la question du logement. Les groupes minoritaires religieux ou ethniques peuvent aussi avoir des demandes et des besoins spécifiques. Par conséquent, travailler avec une série d'acteurs différents pour créer des environnements inclusifs devrait être une priorité, et certaines conversations devraient se focaliser en particulier sur les besoins des groupes les moins représentés pour s'assurer que ceux-ci sont bien entendus.

Collaborer pour éliminer des discriminations complexes:

Les organisations qui travaillent pour l'obtention de logements plus sûrs pour différents groupes ont des opportunités de travailler ensemble – en effet certaines des personnes qui ont des difficultés de logement peuvent s'identifier avec plusieurs « causes » ; par exemple, une personne pourrait être LGBTQ+, être un(e) réfugié(e) ou demandeur d'asile, être très jeune ou plutôt âgée, ainsi que sans-abri... Si les services qui prennent en charge ces différents groupes travaillaient ensemble, ces personnes auraient beaucoup plus de facilités à trouver l'aide et le soutien qui leur correspond.

En conclusion, malgré les avancées faites pour les droits des personnes LGBTQ+, les minorités sexuelles et de genre sont encore confrontées à de nombreuses injustices, y compris des difficultés d'accès à un logement sûr. Des réductions dans leur financement ont eu un impact sur la capacité des organisations caritatives à répondre aux problèmes de logement rencontrés par les personnes LGBTQ+ ; ceci est en particulier vrai pour les services de santé mentale et de soutien aux victimes de violence conjugale. Malgré ceci, la ténacité du secteur caritatif et des activistes pour les droits LGBTQ+ a créé une telle pression qu'ils ont pu faire ressortir les difficultés rencontrées par les groupes LGBTQ+. Face à ce travail, les acteurs du secteur du logement ont la responsabilité de reconnaître les besoins des personnes LGBTQ+ et de s'adapter pour y répondre. Nous espérons qu'en s'engageant à faire plus de recherches, un suivi, des changements politiques et en se mobilisant pour la résolution des problématiques de logement des personnes LGBTQ+, on verra des changements positifs et la réalisation de projets qui auront pour but d'assurer que les personnes LGBTQ+ ont accès à des logements sûrs.

Si vous connaissez de tels projets qui travaillent avec pour objectif de résoudre les problèmes de logement ou d'accès urbain des personnes LGBTQ+, au Royaume Uni ou autre part dans le monde, n'hésitez pas à nous contacter par email à info@world-habitat.org. Pour recevoir toutes les informations et mises à jour sur notre travail pour des villes qui considèrent les personnes LGBTQ+, suivez aussi [@MariVeroUK](https://twitter.com/MariVeroUK) et [#MyQueerCity](https://twitter.com/MyQueerCity).

Remerciements

Merci à Stonewall Housing pour les études de cas et leur aide sur les problématiques de logement des personnes LGBTQ+. Merci aussi à toutes les organisations qui travaillent pour mettre fin et mettre en évidence le manque de sécurité de logement auquel sont confrontés de nombreux membres de la communauté LGBTQ+.

Contacts utiles

Stonewall Housing, Service de soutien et d'aide au logement pour les personnes LGBTQ+
Assistance téléphonique +44 (0) 20 7359 5767
info@stonewallhousing.org

Albert Kennedy Trust, aide aux jeunes LGBTQ+ à risque de devenir sans-abri
+44 (0) 20 7831 6562 (Londres)
+44 (0) 161 228 3308 (Manchester)
+44 (0) 191 281 0099 (Newcastle)

Galop, Organisation caritative LGBTQ+ antiviolence
+44 (0) 20 7704 2040 (Londres),
+44 (0) 800 999 5428 (Centre de soutien national pour les victimes LGBT+ de violence conjugale)
info@galop.org.uk
help@galop.org.uk

Stonewall, Organisation LGBTQ+ nationale,
+44 (0) 20 7593 1850,
info@stonewall.org.uk
+44 (0) 131 474 8019 (Stonewall Écosse)
info@stonewallscotland.org.uk
+44 (0) 29 2023 7744 (Stonewall Cymru)
cymru@stonewallcymru.org.uk

The Outside Project – Foyer d'accueil LGBTQ+ à Londres
carla.ecola@LGBTIQoutside.org

Micro Rainbow International, contre la pauvreté des personnes LGBTI et centre d'accueil
info@micro-rainbow.org

UK Lesbian and Gay Immigration Group (UKLGIG), soutien aux demandeurs d'asile LGBTQ+
+44 (0) 20 7922 7811
admin@uklgig.org.uk